

Les députés de l'opposition officielle devraient reprendre confiance dans leur chef, dans leur parti et dans eux-mêmes. Ce n'est pas parce qu'ils ont perdu cette confiance qu'ils devraient s'en prendre à nous que diable! Pourquoi faut-il qu'ils s'en prennent à nous? Qu'ils commencent d'abord par mettre de l'ordre dans leurs affaires. Ils ne devraient pas manifester leur manque de confiance à la Chambre, mais c'est malheureusement ce qui arrive.

Tout député qui intervient dans un débat devrait faire des recommandations. Pour ma part, je conseille à l'opposition officielle de changer d'attitude parce que c'est essentiel pour le maintien de l'unité canadienne et pour l'essor de notre pays.

L'opposition officielle semble vouloir critiquer toute politique ou tout projet de loi qui sert les intérêts du pays. J'ignore pourquoi elle a cette attitude. Laissez-moi vous donner un exemple. Dans le discours du trône du 9 octobre 1979, le premier ministre de l'époque, l'actuel leader de l'opposition (M. Clark) a déclaré que son gouvernement s'était engagé à rendre le Canada autonome en matière d'énergie d'ici à 1990. Ce qui n'empêche pas l'opposition officielle aujourd'hui de faire tout son possible pour que le Programme énergétique national mis en œuvre par le gouvernement n'atteigne pas ses objectifs. La raison? Alors que c'était l'un des objectifs du précédent gouvernement? La méthode utilisée pour atteindre cet objectif peut différer, mais nous devrions coopérer pour atteindre cet objectif puisque les deux gouvernements estimaient que c'était là un objectif valable pour le pays et pour sa population.

Lors du débat sur le bill C-48, les députés de l'opposition n'ont cessé de nous répéter toute la semaine qu'il fallait abandonner notre politique énergétique. Le parti conservateur a mené sa campagne en 1980 sur le thème de l'abandon de certains de nos objectifs en matière énergétique. Les députés de l'opposition ont affirmé qu'ils se battaient lors de leur campagne pour la suppression de Petro-Canada. La population a parlé. Les Canadiens leur ont dit ce qu'ils voulaient: ils voulaient Petro-Canada. Ils voulaient le Programme énergétique national. Malheureusement, il semble que l'on n'ait pas bien compris et que le message ne se soit pas rendu. C'est pourquoi j'espère que l'opposition officielle va changer d'attitude.

Ce qui m'inquiète, c'est que ce genre d'attitude négative se manifeste dans les travaux des comités de la Chambre. J'ai eu l'honneur de présider le comité parlementaire spécial sur une société canadienne de commerce. Elle faisait partie d'une série de groupes de travail parlementaires spéciaux auxquels participaient des députés de tous les partis, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou néodémocrates. Cela a renforcé le comité.

Ce fut un véritable plaisir de présider ce comité parce que tout esprit de parti avait disparu. On nous a donné pour mandat de résoudre un problème. Nous nous sommes mis au travail, nous avons tâché d'identifier le problème et de trouver une solution. Comme je viens de le dire, ce fut un véritable plaisir de présider ce comité parce que tout esprit de parti avait pratiquement disparu. Nous avons entendu 450 témoins, nous nous sommes réunis 270 fois et nous avons traversé le pays de part en part. Les gens nous ont dit que c'était un excellent procédé, selon eux, car les députés consultaient enfin les simples citoyens. C'est leur témoignage qui a permis au comité de faire les recommandations qu'il a présentées.

Congé d'été

Le problème que nous avons identifié, c'est que notre pays, aussi étendu soit-il, ne possède pas une société ou un consortium suffisamment importants pour soumettre des offres pour d'importants projets d'investissements financés par la Banque mondiale ou la Banque d'Asie. Je veux parler de projets d'investissements d'au moins 50 millions de dollars. Les plus importantes sociétés canadiennes ont avoué au comité qu'elles ne pouvaient se permettre de prendre les risques que représentent des projets d'investissements aussi importants à l'étranger.

● (2200)

Les trois partis ont convenu qu'il y avait un problème. Le comité a également déterminé qu'il fallait aider les PME à explorer les marchés d'exportation. Là encore les trois partis ont été d'accord. Le comité a présenté un grand nombre de recommandations, par exemple l'amélioration des programmes, d'autres modes de financement pour la SEE et des cours d'initiation à l'exportation. On a signalé entre autres choses que le Canada avait besoin d'une société de commerce. Les témoins ont dit au comité que le secteur privé ne pouvait agir seul, mais qu'il ne voulait pas que le gouvernement le fasse à leur place. Nous avons donc proposé de former une entreprise mixte qui serait financée à la fois par le gouvernement et l'entreprise privée. Plus la participation de l'entreprise privée sera importante, moins le sera celle du gouvernement.

Deux députés conservateurs, tout en admettant la gravité du problème, n'ont pas accepté l'une des principales recommandations. À titre de président du comité, je leur ai demandé de proposer d'autres solutions ou suggestions qui seraient intégrées au rapport. Mais les deux conservateurs n'ont jamais présenté de solution. Pourtant ils se sont permis d'avoir recours à des pratiques dilatoires comme ils en pratiquent à la Chambre. Ce genre de procédé me préoccupe car il nuit au travail du comité. Je déplore de telles choses. Ils ont attendu que le rapport soit déposé avant de parler de leurs solutions. Ils ont alors présenté un communiqué aux media, non pas au comité, pour exposer leur position et expliquer pourquoi ils se dissociaient du rapport. Ils avilissent les travaux du Parlement. J'espère que les députés de l'opposition officielle changeront d'avis et se montreront un peu plus coopératifs à la rentrée, le 14 octobre.

Avant de conclure, je voudrais rappeler aux députés et aux Canadiens que ce n'est pas parce que le Parlement suspend ses travaux pour l'été que tous les députés partent en vacances. A en croire leurs réflexions, certains députés de l'opposition officielle ont déjà plié bagage; voilà pourquoi on ne nous fait pas de propositions constructives. Beaucoup d'entre eux vont travailler dans nos circonscriptions ou vont suivre des cours d'immersion de français ou d'anglais. C'est grâce à mes électeurs et à tous nos concitoyens que je peux passer une partie de mon temps dans ma circonscription ainsi qu'ici.

Le député de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty) a déclaré cet après-midi que le gouvernement essayait de bâillonner le Parlement. Mais comment peut-on bâillonner quelqu'un qui n'a rien à dire? Il a également dit que le ministre des Postes (M. Ouellet) avait déclaré qu'il était temps de partir en vacances. Ce n'est pas ce que le ministre des Postes a dit, car il a affirmé ce que j'ai répété ce soir, que le travail dans nos circonscriptions revêtait beaucoup d'importance.